

**LE PRINCE ALBERT DE
MONACO
ET L'AFFAIRE DREYFUS**

Roger Klotz-Villard

Dans Monsieur Bel Canto, Jérôme Dumoulin rappelle les attaques de la presse d'extrême-droite contre "le dreyfusard Albert 1er" ; il dit également au début de son roman :

"(Le prince Albert) a cru très tôt -crime impardonnable aux yeux de Daudet et Compagnie- à l'innocence de Dreyfus. Car il avait écouté la voix de sa conscience et entendu l'empereur Guillaume lui jurer, en tête à tête, que le malheureux capitaine était innocent et qu'il connaissait, lui, Guillaume, le vrai coupable ! Le prince agissait ouvertement en faveur de la paix et du rapprochement entre Paris et Berlin. Il a tenté jusqu'au bout, en présumant parfois de son influence, d'être le grain de sable dans l'engrenage de la guerre."

Ainsi, un roman récent peut présenter le Prince Albert de Monaco comme un ardent dreyfusard ; il apparaît ici sur la scène de la politique internationale parce que ses fonctions princières lui interdisaient de peser sur la politique intérieure de la République française.

Alfred Dreyfus lui-même confirme cette image du Prince dreyfusard dans *Souvenirs et correspondance* publiés par son fils en 1936 chez Bernard Grasset ; il dit :

"J'appris à la même époque (en 1900) que le prince de Monaco venait de faire un court séjour à Berlin. Voici ce qui fut dit, sans qu'on lui donna d'ailleurs aucune preuve à l'appui. On lui affirma que le général de Boisdeffre aurait lui-même fait fabriquer la fausse lettre de l'Empereur d'Allemagne ou bordereau annoté, dont il fut tant parlé dans la presse au moment du procès de Rennes, au moyen d'une lettre autographe qui lui fut adressée par l'Empereur à la suite d'une conversation sur les guerres des Gaules. Puis, le général de Boisdeffre l'aurait fait porter à l'Etat-major français par un attaché russe. En outre, il lui fut ajouté qu'Henry et Esterhazy auraient fourni des renseignements au général russe Annenkoff qui se serait livré, de concert avec eux, à d'autres trafics. Annenkoff se serait suicidé précisément pour échapper aux conséquences de son rôle dans ces diverses affaires. En ce qui concerne la première partie du récit, la légende du bordereau annoté n'a jamais pu être éclaircie, mais ce qui était curieux pour la dernière partie, c'est-à-dire en ce qui concerne Henry, Estherazy et Annenkoff, c'était sa similitude avec le récit qui fut jadis fait par M. de Cyon à M. Léopold Favre, de Genève, et que celui-ci m'avait répété. Ou bien, était-ce le récit de M. de Cyon qui revenait du Nord ? Quoi qu'il en soit, malgré des demandes réitérées, jamais M. de Cyon n'avait pu fournir aucune preuve de l'exactitude de ses allégations".

La toile de fond de la déclaration est l'alliance franco-russe, amorcée en 1893 par un engagement de collaboration politique et confirmée par une convention militaire en décembre 1893, à l'aube de l'affaire Dreyfus ; on sait que c'est le général de Boisdeffre qui avait été envoyé en Russie en 1892 pour transformer l'accord politique en accord militaire ; le général Annenkoff était une personnalité importante : il créa en 1887 le chemin de fer transcaucasien qui allait de la mer Caspienne à Samarcande, fut également l'auteur du projet du Transsibérien ; en 1896, il avait acquis le journal *Rouss (La Russie)* ; enfin, il était le beau-frère d'Eugène-Melchior de Voguë qui avait été attaché à l'ambassade de France à Moscou et qui avait introduit en France le roman russe ; le général Annenkoff était également l'ami de Maupassant ; c'est dire que ce général, sans doute bien placé dans les sphères gouvernementales russes, entretenait de bonnes relations avec les milieux français. On sait enfin par Pierre Miguel que, pendant l'affaire Dreyfus, Anglais, Russes, Allemands, Italiens rivalisaient et quelquefois s'entendaient entre eux pour se communiquer mutuellement des renseignements ; on n'a peut-être pas fini d'étudier les ramifications diplomatiques de l'affaire Dreyfus.

C'est surtout l'origine du bordereau qui, dans les affirmations du Prince de Monaco, attire l'attention ; Madeleine Reberieux retient effectivement l'hypothèse selon laquelle ce document ne serait pas arrivé au service français par "la voie ordinaire", c'est-à-dire la corbeille à papiers de l'attaché militaire allemand, soigneusement levée par madame Bastian ; Henri Guillemain confirme que ce bordereau est "une pièce forgée au S.R. (Estherazy prétend

qu'elle lui a été dictée), forgée dans un dessein qui nous échappe" ; c'est à ce sujet qu'Henri Guillemin cite la manchette du *Matin* du 18 juillet 1899 : "Boisdeffre accusé par Estherazy."

Henri Guillemin ajoute en note qu'en 1898 Estherazy avait affirmé qu'il avait bien écrit le bordereau mais "sur l'ordre du colonel Sandherr" ; il n'en reste pas moins l'idée qu'Estherazy avait agi sur ordre. Henri Guillemin ajoute :

"Estherazy, officier de troupe, était incapable de se procurer seul les renseignements de haute valeur, qu'il a fournis, pendant des mois à l'Allemagne. Il n'était point à la source de ces informations. Par conséquent il avait trouvé le moyen de s'aboucher tout de même à cette source. Quelqu'un lui communiquait ce qu'il vendait aux Allemands. Quelqu'un qu'il faut inévitablement chercher parmi le très petit groupe des seigneurs."

Ce qui ressort donc des déclarations du Prince de Monaco, c'est qu'il y a bien ce qu'Henri Guillemin appelle une "énigme Esterhazy".

Pendant qu'il luttait pour obtenir la révision de son procès, Albert Dreyfus était en contact avec le Prince Albert ; il dit :

"*Le Temps* du 26 avril 1903 publia une lettre de Reinach à Ferlet de Bourbonne, au sujet du bordereau annoté. Reinach y donnait une lettre qui lui avait été adressée par le prince de Munster, le 20 avril 1901, et dans laquelle, pour la première fois, le prince de Munster avouait les relations d'Estherazy avec Schwatzkoppen.

Reinach estimait que la publication de cette lettre constituait un fait nouveau et qu'il y avait lieu de formuler une demande de révision...

J'avais écrit au prince de Monaco, qu'après la publication de la lettre adressée par le prince de Munster à Reinach, où les relations de trahison d'Estherazy avec Schwatzkoppen étaient publiquement admises par l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Paris, il n'y avait plus aucune raison de sentiment pour que l'Allemagne ne livrât les pièces énumérées au bordereau, prouvant d'une manière irréfutable la trahison d'Estherazy. Je reçus le 6 juin la réponse suivante du prince de Monaco :

J'ai réfléchi à ce que vous m'avez dit, et je reconnais la justesse des conclusions que vous tirez de la lettre adressée par le prince de Munster à M. Reinach. Mais, dans les milieux officiels, on écoute souvent une conscience très différente de celle qui inspire les actes d'un simple honnête homme ; autrement, ce que vous réclamez aurait dû survenir depuis longtemps. Il me semble impossible que le général de Schwatzkoppen reçoive aujourd'hui l'autorisation refusée précédemment ; néanmoins, dès que je supposerai à mon intervention le pouvoir suffisant pour déterminer un tel résultat, soyez persuadé que je m'empresserai de la diriger vers ce point; Vous le savez, le but de ma vie est, avant tout, de contribuer au progrès de la justice et de la civilisation parmi les hommes".

Le prince Albert fait profiter Dreyfus de son expérience de chef d'Etat et de diplomate et apparaît comme un humaniste qui voudrait "contribuer au progrès de la justice et de la civilisation parmi les hommes".

Les souvenirs que nous livre Alfred Dreyfus sur le Prince Albert Ier donnent du Prince de Monaco l'image d'un dreyfusard et semblent confirmer les hypothèses d'Henri Guillemin sur l'affaire.